

# *L'anti-américanisme en Grande-Bretagne*

**Jean-Claude SERGEANT**

*Université Paris III / Maison française d'Oxford*

Le rapport globalement privilégié que le Royaume-Uni entretient avec les États-Unis au cours de la période 1945-90 découle pour l'essentiel d'une volonté politique des dirigeants britanniques. Cette recherche de positionnement spécifique en qualité d'allié de premier rang des États-Unis ne pouvait être conduite qu'avec l'assentiment de l'opinion publique, laquelle a évolué dans son rapport avec l'Amérique au gré des événements qui ont jalonné l'histoire des relations anglo-américaines au cours de la période considérée.

Cette histoire a été pour l'essentiel marquée par trois bouleversements majeurs, à savoir la crise de Suez, la crise des fusées de 1962 et la Guerre des Malouines, qui ont mis en jeu les intérêts propres à l'un ou l'autre pays, mais aussi par l'incessant débat sur les armes nucléaires entretenu en Grande-Bretagne par la gauche et l'ultra gauche politiques. Le stationnement de bombardiers américains armés d'engins nucléaires sur le sol britannique après la crise de Berlin en 1951, la mise en place à partir de 1958 de soixante fusées Thor sur des bases britanniques et, enfin, l'installation en Grande-Bretagne des missiles de croisière américains en 1983 ont incarné concrètement l'unité de vues entre les deux gouvernements en matière de défense nucléaire. La première de ces décisions a été combattue par le groupe de parlementaires proches d'Aneurin Bevan<sup>176</sup> qui exigeait que la mise en action des bombardiers américains soit soumise à l'autorisation du gouvernement britannique. Lors du Congrès du Parti travailliste de 1982, une majorité s'était dégagée en faveur de la fermeture de toutes les bases nucléaires sur le territoire britannique.

Pour importante qu'elle soit, la dimension nucléaire, qui n'est entrée dans le débat public en Grande-Bretagne qu'à partir de 1952, n'a pas été la seule qui ait structuré la relation de la population britannique à l'allié américain. La perception de ce dernier comme élément favorable ou hostile à la préservation du statut de grande puissance autonome revendiqué par la Grande-Bretagne a également pesé sur l'image que l'opinion publique se faisait globalement des États-Unis.

Le problème de la perception s'est souvent posé en termes de confiance accordée à l'allié américain en tant que garant de la sécurité de l'Europe occidentale, mais aussi, et inversement, en fonction de l'évaluation des risques que les stratégies

---

176

Aneurin Bevan et deux autres de ses collègues, dont Harold Wilson, démissionnèrent du gouvernement en avril 1951 pour marquer leur opposition à l'augmentation des dépenses militaires prévues dans le projet de loi de finances de Hugh Gaitskell, chancelier de l'Échiquier de l'époque.

de défense américaines pouvaient présenter pour la paix internationale. Dans cette perspective, les campagnes menées par les pacifistes anti-nucléaires regroupés à partir de 1958 au sein du CND (*Campaign for Nuclear Disarmament*) et les pressions à l'intérieur du Parti travailliste des unilatéralistes qui, à partir de 1960, appelaient au renoncement par la Grande-Bretagne à sa force de dissuasion nationale, ont naturellement pesé sur la représentation des États-Unis dans l'imaginaire collectif britannique, sans toutefois la bouleverser en profondeur.

Encore faut-il faire preuve de prudence dès lors que l’on s’aventure dans l’étude des représentations collectives qui ne peuvent se mesurer qu’à l’aide d’outils imparfaits : sondages d’opinion, lettres aux rédactions des journaux, nécessairement sujettes à caution au même titre que les éditoriaux de presse, plus représentatifs d’une ligne éditoriale spécifique que de l’opinion publique dans son ensemble. C’est donc de tendances qu’il conviendra de parler plus que de descriptions irrécusables d’une réalité multiple et mouvante.

### *Nos cousins d’Amérique*

Avant que les premières troupes américaines n’arrivent en Grande-Bretagne au début de 1942, la population britannique n’avait qu’une connaissance indirecte de la réalité américaine, celle offerte par les films produits à Hollywood qui constituaient la majorité des longs métrages distribués en Angleterre au cours des années trente. Les Américains avaient alors pour les Britanniques les traits de vedettes des films noirs de la période dont *Scarface* était le prototype. Les États-Unis étaient considérés comme le pays de la corruption, dont finissaient toutefois par triompher les héros de Frank Capra, du matérialisme et de la brutalité, sans parler du racisme qui n’était pas encore directement abordé par les réalisateurs de l’époque. Les intellectuels britanniques s’inquiétaient de l’engouement de leurs concitoyens pour ce cinéma, certes efficace, mais porteur de contre-valeurs dont on craignait la contagion. Toujours prompt à dénoncer les atteintes, réelles ou fantasmées, à la culture nationale, le *Daily Express* appelait dans un éditorial de 1927 à la mobilisation contre le cinéma américain : « *La plus grande partie de ceux qui fréquentent les salles de cinéma est américanisée [...]. L’Amérique occupe leurs propos, leurs pensées et leurs rêves. Nous comptons plusieurs millions de gens, principalement des femmes, qui sont, à tous égards, des citoyens américains temporaires* »<sup>177</sup>. Il n’est guère surprenant, même si l’observation peut paraître paradoxale, que l’une des enquêtes conduites au cours de l’automne 1942 par le ministère de l’Information britannique parmi un échantillon de jeunes Britanniques éduqués parvienne à la conclusion que « *les réalisations, pas plus que les institutions, américaines ne suscitent de sentiment d’admiration positive* » auprès des jeunes interrogés<sup>178</sup>.

Quelques mois auparavant (avril), une étude d’opinion conduite par la BBC faisait état d’une certaine indifférence de la population à propos de l’Amérique, qui ne semblait guère polariser les passions. L’Amérique était encore une abstraction lointaine qui ne pouvait exister que par la médiation du film, de la presse et, dans une moindre mesure, de la radio. L’arrivée progressive des troupes américaines dont

---

177

David REYNOLDS, *Rich Relations: The American Occupation of Britain 1942-1945*, London : HarperCollins, 1996 (Ed. brochée Phoenix Press, 2000) p. 39. Ouvrage central sur cet aspect de la question dont le présent développement s’inspire largement.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 38.

l'effectif, à la veille du débarquement en Normandie en juin 1944, sera de l'ordre de 1 600 000, allait donner un visage à ce pays, celui de jeunes, vigoureux, décontractés, sympathiques, sûrs d'eux au point d'en être parfois arrogants. Arrivés d'un pays qui avait retrouvé son dynamisme après une longue dépression au début des années trente, ils allaient devoir se mettre au diapason d'une nation meurtrie, endurcie par le rationnement et les couvre-feux.

Même si, comme le souligne avec insistance David Reynolds, il faut se garder de généraliser à partir de cas personnels très disparates et de situations fort différentes selon la durée de séjour des unités, de leur localisation et de l'Armée auxquelles appartenaient les soldats américains – les aviateurs, combattants de la première heure, bénéficiant d'un capital de sympathie bien supérieur à celui des GI d'infanterie qui devront attendre l'opération *Torch* pour entrer en action – la présence de ce fort contingent américain, que George Orwell compare à une occupation<sup>179</sup>, ne pouvait pas ne pas poser problèmes de cohabitation avec les populations locales.

Les relations entre civils britanniques et militaires américains se dégradèrent à mesure que le nombre de ces derniers augmentait. Les responsables, tant britanniques qu'américains, étaient conscients de cette détérioration des rapports qui n'échappait pas à la presse. Dans un article intitulé '*Poor relations*' publié par l'hebdomadaire *Time* en décembre 1943, le diagnostic était posé dans fard : « *il est de plus en plus évident qu'au cours des derniers mois la population britannique est excédée par les militaires américains qui dépensent sans compter, volent d'aventure sentimentale en aventure sentimentale et n'ont pas leur langue dans leur poche* »<sup>180</sup>.

On a là la traduction américaine partielle de la célèbre boutade d'origine britannique qui résumait de façon lapidaire les griefs à l'égard des Américains à qui l'on reprochait d'être trop payés, hypersexués et surtout d'être sur le sol britannique : *overpaid, oversexed and over here*. Comme tous les stéréotypes, celui-ci avait un fond de vérité. La solde du GI était en moyenne trois fois supérieure à celle de son homologue britannique, qui la percevait chaque semaine alors que, payé à la fin du mois, le GI pouvait s'offrir du bon temps et éblouir par sa prodigalité passagère ses conquêtes du moment. La tenue de sortie du GI lui permettait en outre de surclasser sans effort le *Tommy* revêtu de son immuable *battledress*. Le prestige de l'uniforme, pas plus que l'aisance matérielle des GI, ne suffit à expliquer l'attrait qu'ils ont exercé sur la population féminine. Privées pour beaucoup d'entre elles de la compagnie des hommes de leur pays envoyés dans les terrains d'opérations étrangers, éprouvées par les conditions de vie d'une nation en guerre depuis le premier jour, les jeunes filles et les femmes étaient naturellement portées à répondre aux sollicitations des militaires américains en quête d'affection. Ces idylles, dont beaucoup furent sans lendemain, se concrétisèrent parfois en mariage. Sur la base de statistiques américaines dont il souligne l'imprécision, David Reynolds estime à près de 38 000 le nombre d'épouses de citoyens américains rapatriées aux États-Unis depuis la Grande-Bretagne au cours de la période 1941-1950. Ces statistiques ne rendent qu'imparfaitement compte de l'ampleur de la dimension affective qui a

179

Article de décembre 1943 cité par D. REYNOLDS, *op. cit.*, p. 241.

180

*Ibid.*, p.184.

marqué « l’occupation » de la Grande-Bretagne par les Américains mais elles permettent du moins de mettre en perspective les récits faisant état d’un véritable exode féminin britannique vers les États-Unis une fois la guerre terminée. Ce qui est moins contestable, c’est que le passage des Américains sur le sol britannique aura accéléré l’émancipation de milliers de jeunes filles, conséquence indirecte de cette relation privilégiée proclamée par Winston Churchill que cette fraternité, parfois rugueuse, avait revivifiée. Mais, contrairement à ce qu’espérait Churchill, ces quatre années de cohabitation n’ont pas renforcé l’image du cousin prodigue d’Amérique retournant dans le giron ancestral. L’Américain avait acquis son statut d’étranger, bienveillant, certes, mais étranger tout de même, dont on redoutait en mars 1945 qu’il ne se fasse le concurrent du Britannique sur les marchés internationaux<sup>181</sup>.

### *Le froid et le chaud*

Quelle que soit l’ambivalence des sentiments de la population à l’égard des Américains et, de façon plus générale, des États-Unis, les dirigeants britanniques craignaient par dessus tout le retrait rapide des forces américaines d’Europe et le repli des États-Unis sur les positions isolationnistes qui avaient été les leurs avant la guerre. C’est, en fait, sur le plan économique qu’allait se dissiper l’illusion entretenue en haut lieu d’une indéfectible solidarité entre les deux pays. L’annonce, pas tout à fait inattendue, de la suspension du Prêt-Bail (*Lend Lease Act*) en août 1945 qui, depuis quatre ans, combiné à l’assistance canadienne au titre du programme d’aide mutuelle, avait permis à l’économie anglaise de ne pas s’effondrer, fit l’effet d’une bombe. À la Chambre des Communes, le 24 août 1945, Attlee déplorait que l’interruption de ce grand effort mutuel, qui avait si largement contribué à la victoire, ait été décidée sans consultation préalable et sans prise en compte des problèmes difficiles qu’allait entraîner la disparition d’un système si complexe<sup>182</sup>.

L’opinion publique britannique a vu dans cette décision le signe concret de l’égoïsme des Américains, qui semblaient avoir oublié un peu rapidement les sacrifices consentis par le peuple britannique au nom de la défense de la démocratie. La décision américaine intervenait d’ailleurs à un moment où J.M. Keynes, chargé d’une étude des perspectives économiques à court terme, annonçait un « Dunkerque économique ». La presse socialiste voyait dans l’arrêt brutal de l’aide américaine la première manifestation de la volonté de Washington de dominer la scène économique internationale (*Socialist Commentary*, septembre 1945) quand elle ne l’interprétait pas comme une manœuvre de Wall Street dirigée contre le nouveau gouvernement travailliste (*Tribune*, 31 août 1945). Ce sentiment n’était pas partagé par le public, qui voyait surtout dans cette décision un manquement à la solidarité entre les deux peuples que l’on avait cru naturelle et inaltérable. Trente-cinq pour cent d’un échantillon interrogé en septembre 1945 avouaient que la sympathie qu’ils portaient aux États-Unis s’était altérée depuis la suspension du Prêt-Bail<sup>183</sup>. La difficile négociation du prêt américain lié à la ratification par le Parlement

<sup>181</sup> Sondage Gallup cité par D. REYNOLDS, *op. cit.*, p. 436.

<sup>182</sup> Rapporté par Leon EPSTEIN, *Britain: Uneasy Ally*, University of Chicago Press, p. 37.

<sup>183</sup> Sondage *British Institute of Public Opinion* du 19 septembre 1945, cité par EPSTEIN, *op. cit.*,

britannique de l'accord de Bretton Woods allait achever d'épuiser le crédit de sympathie dont bénéficiaient les États-Unis en Angleterre. De l'avis d'un ancien diplomate bien informé : « *il ne fait pas de doute que la date du 13 décembre 1945 a marqué le point le plus bas des relations [anglo-américaines]* »<sup>184</sup>. Ce jour-là, il ne se trouva que 345 voix aux Communes pour approuver le prêt américain (*Anglo-American Financial Agreement*), 98 parlementaires votant contre et le reste, parmi lesquels Winston Churchill, se réfugiant dans l'abstention.

De fait, le prêt américain, dont les conditions étaient moins draconiennes qu'il n'y paraissait à première vue, n'était pas acceptable pour la droite conservatrice qui dénonçait la clause de suspension de la non-convertibilité de la livre sterling impliquant la suppression de la zone d'échanges privilégiés établie à la conférence d'Ottawa en 1932 au profit des membres de l'Empire. La gauche travailliste n'était pas moins hostile au prêt américain qui risquait de compromettre la liberté économique du nouveau gouvernement soucieux de promouvoir le plein emploi. Mais c'est surtout le sentiment d'injustice qui prévalait parmi les commentateurs, sentiment sobrement résumé par *The Economist* (15 décembre 1945) : « *La perte du quart de notre richesse nationale pour la cause commune est récompensée par l'obligation de verser pendant un demi-siècle un tribut à ceux que la guerre a enrichis.* »

L'amertume allait céder la place à l'euphorie moins de deux ans plus tard après l'offre de l'aide américaine en faveur de la reconstruction de l'Europe faite par le secrétaire d'État George Marshall le 5 juin 1947 à l'Université d'Harvard qui venait de lui décerner un doctorat *honoris causa*. Paradoxalement, l'événement passa presque inaperçu. Seuls trois correspondants de presse britanniques en rendirent compte et c'est par hasard, en écoutant la BBC le lendemain, que Bevin eut connaissance de cette proposition historique qui paraissait dénuée de toute arrière-pensée idéologique. Le refus de l'Union soviétique et de ses satellites d'Europe orientale de s'associer aux autres pays européens pour organiser la répartition de l'aide américaine fut sévèrement jugé par la presse britannique. Le *Daily Mail*, pourtant peu suspect de sympathie communiste, allait même jusqu'à espérer la participation soviétique au Plan Marshall : « *Personne ne se réjouirait plus que les Britanniques de l'adhésion soviétique [au Plan]* » (20 juin 1947). La majorité des commentateurs britanniques partageaient assurément le sentiment exprimé par Dick Crossman, associé à la gauche travailliste, lors du débat de politique étrangère aux Communes le 23 juin 1948 : « *Ma position à l'égard de l'Amérique a beaucoup évolué au cours de ces six derniers mois. [...] Je n'aurais pas cru il y a encore six mois qu'un plan de cette nature aurait pu être élaboré en détail et assorti de si peu de conditions politiques* »<sup>185</sup>.

Quelques voix discordantes s'élevaient toutefois à droite comme à gauche. L'organe de Lord Beaverbrook, le *Daily Express*, l'un des plus gros tirages de la presse nationale, redoutait que le flot de dollars annoncé n'entame la liberté du gouvernement en matière de politique étrangère et ne l'amène à renoncer sous la

<sup>184</sup> Robin EDMONDS, *Setting the Mould*, Oxford: Clarendon Press, 1986, p. 94.

<sup>185</sup> Rapporté par Alan BULLOCK, *Ernest Bevin: Foreign Secretary, 1945-1954*, London: Heinemann, 1983, p. 549.

pression américaine à maintenir les liens privilégiés avec le Commonwealth, d'autant que l'aide américaine était conditionnée par les efforts d'intégration des seize pays européens participant au plan de redressement économique. C'est la même thématique que développera, exception faite de la référence au Commonwealth, la gauche bevaniste au début des années cinquante. L'essai rédigé par Harold Wilson en 1952 intitulé *In Place of Dollars* exposait les dangers de la dépendance économique, alors même que la situation de la Grande-Bretagne était depuis deux ans en voie d'amélioration.

La satisfaction ressentie en Angleterre par l'affirmation de l'intérêt porté par les États-Unis à l'Europe, concrétisé par la doctrine Truman et le plan Marshall, volets complémentaires du même souci d'implication, aurait sans doute été moins vive si le public avait connu la position intransigeante de Washington en matière de coopération nucléaire. La loi McMahon avait en 1946 interdit tout partage avec une puissance étrangère, quelle qu'elle fût, des connaissances touchant à l'énergie nucléaire tant dans le domaine civil que militaire. La création de l'Alliance atlantique en 1949 allait étendre la garantie de défense américaine à l'Europe en faisant passer le thème de la défense nucléaire en première ligne de la contestation américaine. Entre temps, le *modus vivendi* de janvier 1948 avait assoupli les règles de protection de l'information édictées par la loi McMahon concernant le domaine nucléaire. La Grande-Bretagne allait pouvoir profiter de l'expérience américaine pour les problèmes intéressant l'utilisation de l'énergie atomique à des fins non militaires, en échange d'une renonciation de son droit de veto sur l'emploi de l'arme nucléaire par les États-Unis prévu par l'article deux de l'accord de Québec. Il faudra pourtant attendre l'approbation de l'*Atomic Energy Act* par le Congrès américain en 1954 pour que la Grande-Bretagne soit à nouveau autorisée à partager l'expérience des militaires américains en matière d'armes nucléaires. La Grande-Bretagne avait su, il est vrai, affirmer sa compétence de partenaire potentiel en procédant, deux ans plus tôt, à Monte Bello, à son premier essai nucléaire, auquel aucun observateur américain n'avait pourtant été convié.

A cette époque un sondage d'opinion indiquait que 31 % des sympathisants conservateurs interrogés, contre 18 % et 16 % des sympathisants libéraux et travaillistes respectivement, estimaient que la Grande-Bretagne et l'Amérique étaient des « *alliés naturels qui devaient toujours rester unis* »<sup>186</sup>. Le conflit coréen qui, en juin 1952, avait atteint un nouveau palier d'intensité avec le bombardement américain des centrales électriques situées le long du Ya-Lou, formant la frontière avec la Chine, ne pouvait guère améliorer la perception par le public de la qualité de la relation anglo-américaine, d'autant que les dirigeants britanniques avaient publiquement regretté de n'avoir pas été informés au préalable de la décision américaine.

Les menaces d'utilisation de l'arme atomique contre la Chine proférées par le général MacArthur et reprises par Truman avaient poussé Attlee à se rendre à Washington en décembre 1950. Alarmée par la perspective d'un conflit majeur en Extrême-Orient, l'opinion publique britannique se demandait si les Soviétiques ne

---

<sup>186</sup>*British Institute of Public Opinion*, mai 1952.

profiteraient pas de l'occasion pour pousser leur avantage dans une Europe que les Américains ne seraient plus en mesure de défendre.

La Guerre de Corée s'est soldée par un armistice signé en juillet 1953 après deux ans d'âpres négociations marquées par l'intransigeance de Syngman Rhee, le dirigeant de la Corée du Sud, et l'hostilité des Américains à la médiation du Premier ministre indien soutenu par les Britanniques. Ceux-ci souhaitaient une solution équitable au problème posé par la libération des prisonniers dont beaucoup, parmi les Chinois et les Nord-Coréens, refusaient d'être rapatriés dans leurs pays d'origine. Aux yeux de ce qui était devenu depuis les élections d'octobre 1951 l'opposition travailliste, J.F. Dulles, nouveau secrétaire d'État depuis l'accession à la présidence de D. Eisenhower, faisait figure de doctrinaire rigide hanté par la menace communiste chinoise que Churchill avait tendance à minimiser. Dulles, écrivait l'ambassadeur britannique à Washington au *Foreign Office* « estimait que l'Amérique était en droit d'attendre de la part du Royaume-Uni une certaine reconnaissance des efforts et des sacrifices qu'elle avait consentis au lieu d'être insultée par les députés travaillistes à la Chambre des communes. »<sup>187</sup>

### *D'une crise à l'autre*

Les divergences anglo-américaines apparues à l'occasion de la Guerre de Corée n'allaient pas contribuer à améliorer l'image de la Grande-Bretagne auprès des dirigeants américains dorénavant peu enclins à faire jouer la corde sentimentale dans leurs rapports avec Londres. On en aura confirmation lors de la crise de Suez qui a provoqué une sérieuse tension entre les deux pays, Washington s'opposant à une intervention militaire en Égypte qui sera tout de même lancée au début de novembre 1956 après trois mois de médiations et de négociations imposées par les États-Unis.

Le cessez-le-feu du 6 novembre fut la résultante des pressions conjuguées des Américains et des Soviétiques qui ne laissèrent d'autre choix aux dirigeants britanniques et français que d'accepter l'humiliante interruption d'une opération militaire dont la réussite ne faisait pourtant pas de doute. Certains au Parlement britannique, et notamment le groupe des ultra-conservateurs baptisé « Groupe de Suez » conduit par Julian Amery, le propre gendre de Macmillan, ne pardonnaient pas l'obstruction américaine, sentiment assez largement partagé dans les rangs conservateurs. A la fin du mois de novembre, une motion affirmant que « l'attitude des États-Unis compromet gravement l'Alliance atlantique » recueillit 127 signatures aux Communes. Celle, pratiquement symétrique, appelant le gouvernement à rétablir une coopération active avec les États-Unis ne reçut l'aval que de 22 parlementaires.

Si l'anti-américanisme généré en Angleterre par la position des États-Unis dans la crise de Suez était sensible au point qu'une note de l'Ambassade américaine à Londres en fasse explicitement état<sup>188</sup>, celui-ci était essentiellement nourri par les

<sup>187</sup> Message en date du 31 juillet 1953. Rapporté par Peter LOWE, 'The Korean War in Anglo-US Relations, 1950-53' in M. DOCKRILL et J. YOUNG (eds.), *British Foreign Policy 1945-56*, London: Macmillan, 1989, p. 145.

<sup>188</sup> « L'anti-américanisme a atteint un très haut niveau » indique la note du 23 novembre 1956. Rapporté par John DUMBRELL, *A Special Relationship*, Basingstoke: Macmillan, 2001, p. 47.



ranceurs de la droite conservatrice, qui soupçonnait Washington de vouloir évincer le Royaume-Uni de ses zones d’influence traditionnelles. L’anti-américanisme changera de camp à partir de l’année suivante sous l’effet de trois événements liés à la question des armes nucléaires : la décision d’installer des fusées Thor américaines en Angleterre, la publication du Livre blanc sur la Défense dans lequel le secrétaire d’État Duncan Sandys énonçait la nouvelle stratégie nationale fondée sur la dissuasion nucléaire et le premier essai thermonucléaire (bombe à hydrogène) britannique en 1957.

Cette montée en puissance de l’option nucléaire dans le débat sur la sécurité allait donner naissance en 1958 à un groupe de pression anti-nucléaire particulièrement actif jusqu’à l’arrivée au pouvoir des travaillistes en 1964. Groupe extra-parlementaire animé par des intellectuels comme J.B. Priestley, A.J.P. Taylor et Bertrand Russell, *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND) comptait parmi ses militants ou sympathisants un nombre substantiel de parlementaires travaillistes parmi lesquels Michael Foot, futur dirigeant du parti et Richard Crossman, futur ministre dont les positions étaient proches du CND, qui réclamait le désarmement unilatéral du Royaume-Uni et le retrait de l’OTAN. A une époque où la direction du Parti travailliste commençait à s’affranchir du soutien tacite à la détention par la Grande-Bretagne d’armes nucléaires nationales, le CND allait pouvoir exercer une réelle influence grâce aux relais des universités, de quelques syndicats et d’un petit nombre de publications tel l’hebdomadaire *New Statesman*.

S’illustrant par l’action non violente – marches de Trafalgar Square à Aldermaston, centre des installations de recherche nucléaires militaires – le CND allait multiplier les manifestations spectaculaires généreusement couvertes par les médias : *sit in* de 4 000 personnes devant les bâtiments du ministère de la Défense le 18 février 1961 pour protester contre l’arrivée du premier sous-marin Polaris américain à la base d’Holy Loch en Écosse, rassemblement de 12 000 personnes quelques mois plus tard à Trafalgar Square pour dénoncer la reprise des essais nucléaires dans l’atmosphère par les Américains et les Russes. Le mouvement s’orientant vers des formes de désobéissance civile avec lesquelles certains dirigeants étaient en désaccord, le soutien commença à fléchir, entraînant une mise en sommeil du CND pendant les années de gouvernement travailliste à venir. Il ne sortira de sa léthargie qu’avec l’installation des missiles de croisière américains en Angleterre en 1983, un an après l’adoption par le Parti travailliste de la doctrine de désarmement unilatéral qui allait compromettre un peu plus ses chances aux élections de 1983<sup>189</sup>.

En 1962 le CND avait encore conservé la capacité de mobiliser des masses importantes. Plus de deux mille personnes se rassemblèrent à Trafalgar Square le lundi 22 octobre aux cris de *‘Hands off Cuba’* pour entendre Bertrand Russell dénoncer l’impérialisme américain et annoncer l’holocauste imminent. La crise des fusées provoquée par l’installation à Cuba de missiles balistiques de moyenne portée allait pendant une semaine tenir le monde en haleine. La fermeté, alliée au sang-froid, de John Kennedy permit de désamorcer une crise que le dirigeant soviétique eut la sagesse de ne pas laisser s’envenimer.

<sup>189</sup>

Voir sur ce point l’article de Jacques Leruez dans le présent numéro.

Si la Grande-Bretagne s'était, dès la première heure, rangée aux côtés des Américains, Macmillan n'avait pourtant pas accepté de décréter la mobilisation des forces militaires, se contentant de mettre les bombardiers stratégiques britanniques en état d'alerte. Il n'avait pas non plus, comme l'y invitaient les Américains, mis l'embargo sur les relations commerciales entre le Royaume-Uni et Cuba. Cette tiédeur dans l'action, qui contrastait avec la cordialité bienveillante des échanges téléphoniques entre Macmillan et le Président américain, ne passa pas inaperçue aux États-Unis. Une lettre envoyée à la rédaction du *Times* depuis les États-Unis résume bien l'incompréhension américaine :

*On nous accuse, nous les Américains, d'être naïfs et de manquer de finesse politique. C'est ce que confirme l'actuelle situation à Cuba. Après avoir à deux reprises au cours d'une génération versé le sang de nos fils et sacrifié nos ressources pour sauver l'Angleterre, nous espérions, avec la confiance des enfants, que les Anglais nous soutiendraient dans la crise que nous traversons actuellement. Novices en diplomatie, nous nous attendions, sots que nous étions, à de la gratitude.<sup>190</sup>*

Ce sentiment d'ingratitude ira croissant pendant la phase initiale des opérations au Viêt-Nam avant que les Américains eux-mêmes s'interrogent, de plus en plus nombreux, sur les raisons et la conduite de cette guerre. Déjà en 1965, 42 % des Britanniques critiquaient l'intervention militaire américaine au Viêt-Nam<sup>191</sup>. La position fort ambiguë du gouvernement Wilson, consistant à soutenir verbalement l'action des États-Unis mais sans y participer directement, même par l'envoi d'une « section de joueurs de cornemuse », n'incitera d'ailleurs pas les Britanniques à réviser leur réprobation, largement partagée surtout à gauche.

### *Une relation décomplexée*

C'est toujours à gauche et dans le monde turbulent des groupes et associations hostiles au nucléaire de façon générale et, *a fortiori*, aux armes nucléaires, que s'alimentera un anti-américanisme latent et toujours prompt à s'embraser en fonction des turbulences de la situation internationale. En revanche, les sentiments de l'opinion publique dans son ensemble à l'égard de l'Amérique ont évolué vers une appréciation moins tranchée des mérites d'une relation forte avec les États-Unis.

Les questions traditionnelles des instituts de sondage relatives au degré de proximité par rapport aux États-Unis, au Commonwealth et à l'Europe ne se posent plus aujourd'hui dans les mêmes termes qu'hier du fait de la marginalisation du Commonwealth dans les orientations diplomatiques du pays, du fait aussi de l'intégration de fait, sinon de cœur, du Royaume-Uni dans l'ensemble européen.

<sup>190</sup> *The Times*, 25 octobre 1962.

<sup>191</sup> Sondage Gallup rapporté par John DUMBRELL, *A Special Relationship*, London: Macmillan, 2001, p. 34.

La question de l'arme nucléaire qui a longtemps été au cœur de la relation ne se pose plus avec la même acuité depuis les accords internationaux sur la réduction des arsenaux et le retrait en 1990 des missiles de croisière stationnés en Grande-Bretagne. C'est ce que reflètent les résultats du sondage présenté ci-dessous :

**Question : Quelle est selon vous la relation la plus importante pour le Grande-Bretagne : avec l'Europe, le Commonwealth ou l'Amérique ?**

(en %)

	1969	1984	1986	1989	1991
Europe	21	39	39	50	52
Commonwealth	34	25	26	21	22
Amérique	34	26	29	19	19
Sans opinion	11	10	6	10	7

Source : MORI (*British Public Opinion*, vol. XIX, n°10, décembre 1996)

Seule aujourd'hui l'aile droite du parti conservateur cherche à se rapprocher des États-Unis, plus spécifiquement, des Républicains américains qu'elle avait pourtant combattus à l'époque où la défense de l'Empire mobilisait son énergie. Le compte rendu de l'ouvrage de John Redwood inclus dans le présent numéro permettra de mesurer ce que la séduction américaine doit à l'europhobie, ce qui n'invalide en rien le fait que les États-Unis restent aux yeux de l'opinion et, plus encore des dirigeants britanniques, l'interlocuteur spontanément privilégié, surtout en temps de crise.